

La production socialement utile... bilan et expériences

La notion de Production Socialement Utile (PSU) a diverses origines en Grande-Bretagne. Elle est issue du souci socialiste (Utopiste) de placer l'utilité avant le profit dans la production, de l'expérience acquise en bâtissant le Plan Alternatif Aérospatial Lucas, et de diverses initiatives, entreprises par le Conseil du Grand Londres (CGL) et les instances métropolitaines socialistes, vouées à la mise en place de stratégies économiques alternatives. Ces dernières initiatives ont orienté leurs activités productives de manière plus communautaire. A Sheffield, Coventry, Londres et ailleurs, elles ont encouragé la fabrication de produits socialement utiles et stimulé le développement coopératif, les stratégies économiques locales et les mesures de planification populaire. La PSU a donc tenté d'impliquer la population dans les processus de planification technologique, de conception, de production. Elle a lancé un défi à la forme commerciale de relation entre producteurs et consommateurs en favorisant un lien réel entre ces derniers. Ce dossier raconte ces expériences et en tire les leçons. Dans leur article M. Cooley et J. Palmer définissent les principes de base de la PSU. Par contre Pam Linn en décrit la difficile application et critique le manque de réalisme de certains projets à partir d'un cas précis révélant les divisions sociales et les contradictions induites par la technologie. Ces contradictions sont également analysées en France, cette fois-ci, par Eric Macé qui propose dans une perspective écologiste une réflexion sur la recomposition syndicale pour changer les finalités de la production.

L'utilité sociale

par MIKE COOLEY ET JOHN PALMER

(traduit de l'anglais par ERIC BRAINE)

La crise britannique, plus aigüe, plus ancienne, a suscité des alternatives à une politique sans espoir. Le Conseil du grand Londres (CLC) a produit une démarche concrète fondée sur une "agit-prop" technologique ; mais la "Dame de fer" n'a pas hésité depuis, à casser les pouvoirs régionaux qui pouvaient contrevenir à sa doctrine.

Si le capitalisme a toujours été un système de production impliquant un gaspillage massif des ressources humaines et sociales, jamais l'écart entre les potentialités de la société pour satisfaire les besoins humains et la réalité d'une production stagnante, accompagnée d'un chômage de masse à la fois fluctuant et semi-permanent, n'a été aussi grand.

Des chemins qui ne mènent nulle part

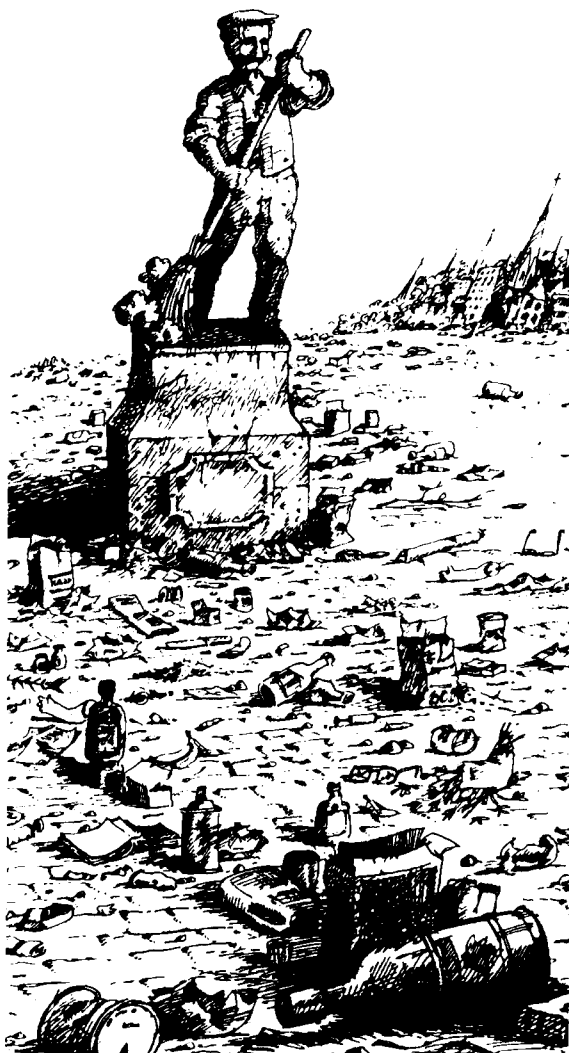
La perte, en terme de bien-être social correspondant à la totalité de ce qui n'a pas été produit en Europe de l'ouest ces dix dernières années, doit se monter aujourd'hui à un total de plusieurs milliards de francs.

En Angleterre par exemple, au coût des allocations de chômage et des pertes de revenus fiscaux, il faut ajouter le coût social et tous les effets induits de la perte de l'emploi : consommation de médicaments, névroses, violence, déclin du centre des villes. Une analyse un tant soit peu raisonnable de la situation démontre aussi une contradiction croissante entre la micro-efficacité des entreprises et des organisations au fur et à mesure qu'elles se rationalisent et la macro-inefficacité du fonctionnement de la société globale.

Mais cette opinion, largement partagée au sein du mouvement ouvrier, ne constitue malheureusement pas, dans la pratique, le point de départ de la majorité des analyses "conventionnelles" du chômage, ni non plus le soubassement des stratégies économiques alternatives.

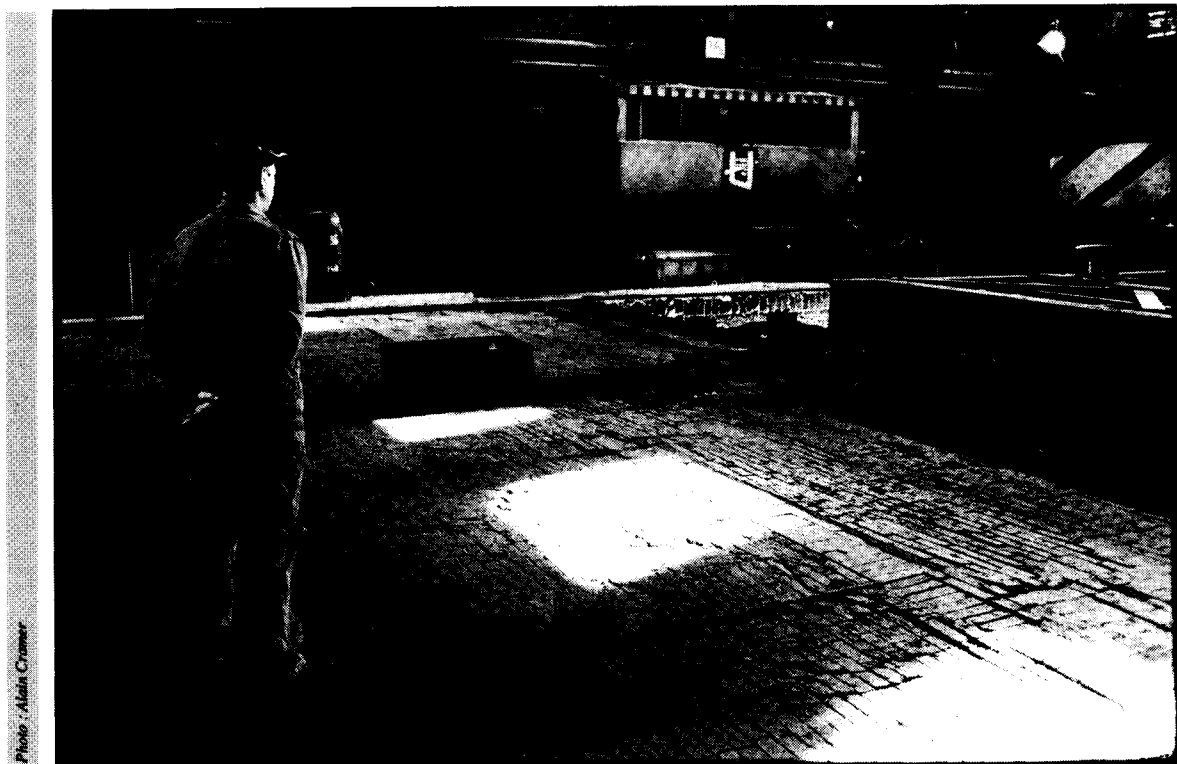
Ainsi, le programme de la direction travailliste pour la reconstruction économique et industrielle n'aborde qu'à peine la question de la production socialement utile.

Les promesses d'augmentation du financement des infrastructures et les autres formes de dépenses



publiques sont, bien sûr, tout à fait souhaitables, comme les engagements d'augmentation des crédits régionaux d'aide aux entreprises. Mais en définitive, il ne s'agit là que de la reprise d'une stratégie démodée et inchangée de relance keynésienne.

L'idée d'une banque nationale d'investissement



a pour elle des arguments très solides et, en particulier, sa capacité à mobiliser l'énorme part du surplus d'investissement généré par les fonds des caisses de retraite ou ceux des autres institutions financières qui habituellement sont dirigés vers l'étranger ou vers des investissements non productifs. Mais et c'est là la question : y a-t-il vraiment un nombre suffisant d'occasions d'investissement dans des activités commerciales à haut rendement, si l'on prend en compte le fait que l'investissement national est en train de devenir : "un investissement avec l'argent des banques, par les banques, selon les critères des banques" ? Si nous voulons retrouver quelque chose qui ressemblerait vaguement à du plein emploi, une part considérable et croissante de l'économie nationale devra être consacrée à la production pour les besoins socialement utiles, ce qui, justement, ne coïncide pas avec l'investissement du type classique dont le but est la maximisation du profit à court terme.

Il devient utopique d'imaginer la possibilité d'un développement économique qui ne prendrait pas en compte la nécessité d'une large diffusion de la propriété sociale et du contrôle des institutions financières et des conglomerats industriels, mais surtout qui ne se donnerait pas comme programme la transformation de la façon de produire, de manière à donner aux salariés un poids déterminants pour décider de l'avenir de leur entreprise ou de leur branche industrielle.

Toute politique de relance nationale, voire même européenne fondée principalement sur les incitations fiscales et monétaires ne produira, tout au plus, qu'un infléchissement temporaire des courbes de chômage.

Une stratégie économique et sociale à l'échelle européenne doit s'appuyer sur des restructurations industrielles tournées vers l'emploi, la qualification

des individus et une production valorisant ce qui est socialement utile.

Recenser les besoins sociaux

Qu'entend-on par production socialement utile ? Comment déterminer ce type de besoins vitaux ? Comment attribuer à ces besoins une priorité sociale et industrielle appropriée et comment, ces besoins une fois identifiés, les connecter aux moyens de production laissés en jachère.

Cela n'est, en aucune façon, aussi difficile qu'il y paraît. Il y a pléthore d'organismes qui s'occupent des jeunes, des personnes âgées, des malades, des handicapés ou des besoins sociaux dans les domaines des transports, de l'énergie, du divertissement, de l'éducation, etc. N'importe quel gouvernement qui aurait sérieusement l'intention de transformer notre système économique et social pourrait s'engager dans un recensement détaillé.

La gauche alternative et les collectivités locales peuvent immédiatement commencer à le prendre en charge ici ou là. L'expérience ainsi acquise au niveau national et régional devra être comparée et échangée avec les organismes qui partagent les mêmes perspectives en Europe et ailleurs.

Simultanément, il est nécessaire d'entreprendre un "audit" complet des qualifications et des autres ressources disponibles. Ceci est assez direct et permettrait facilement d'identifier ce qui est disponible en terme de lieux de production, de force de travail et de technologie.

Le Bureau des entreprises du Grand-Londres (GLEB) a déjà commencé à démontrer le caractère fructueux de cette approche en développant une "banque" rassemblant les produits et les services déjà identifiés comme réponses aux besoins connus. Ils

sont d'ores et déjà disponibles pour les coopératives ou les autres entreprises en quête de nouveaux produits afin de maintenir ou de développer l'emploi.

Les travailleurs doivent pouvoir être impliqués dans toutes les étapes du processus. On doit donner aux gens l'espace intellectuel et politique nécessaire pour penser et agir sur la notion de "marché social" et identifier les besoins.

Des solutions tangibles seront ensuite apportées en construisant des prototypes ou de courtes séries de ces produits et services, et en les utilisant comme une sorte d'agitprop technologique.

Bien sûr, la combinaison des besoins et ressources productives ne sera pas immédiate et totale. Mais le travail de pionnier, effectué par le GLEB et par d'autres organismes, montre à quelle échelle de nouvelles activités industrielles et de l'emploi peuvent se développer. Nous manquons d'"innovateurs" sociaux et d'un système de stimulation et d'encouragement qui puissent fournir une partie du dynamisme du marché sans sa brutalité, ses injustices et ses inégalités.

Le coup du coût...

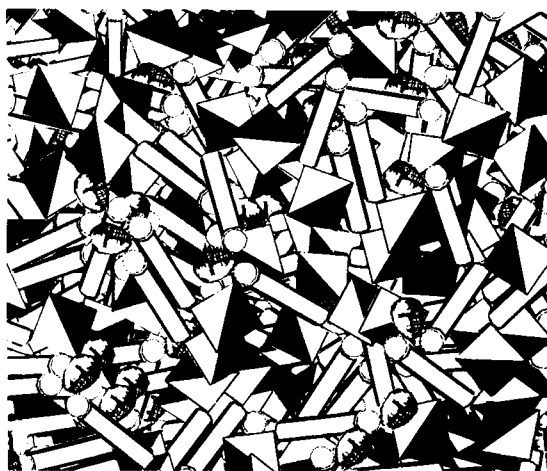
Une objection fondamentale – souvent avancée par des "amis" – consiste à dire que ce genre de planification démocratique de la production par les besoins et non par la demande solvable est, dans son concept de base, "antiéconomique". Bien qu'éminemment souhaitable, elle ne serait pas réalisable à cause des coûts générés par cette production de substitution pour laquelle il n'existe pas de demande claire venant du marché.

Remarquons d'abord que ce type d'argumentation n'est que très rarement utilisé pour s'opposer aux dépenses massives de l'Etat en matière d'armement qui sont un gâchis total. Deuxièmement, il ne prend pas en compte le coût de la non-production pour les besoins sociaux. Nous ne sommes pas dans la situation où l'économie de marché pourrait employer autrement des ressources humaines et productives qui restent oisives.

En réalité, la différence entre la production pour le profit et le marché et la production socialement utile n'est pas aussi forte et déterminée qu'on le suppose souvent. Les ressources nécessaires pour transformer un emploi "non-viable" en projet "viable" sont souvent marginales. En d'autres termes, pour une allocation de ressources très modeste, il est possible de créer ou même, de préserver, une activité économiquement justifiée.

Il est important de prendre en considération un bilan social global et non pas simplement les méthodes comptables étroites utilisées dans la gestion des affaires. Chacune des opérations économiques désirables ne peut en effet être immédiatement justifiée en terme de retour économique global à la société. Mais aucune diminution de la production ou réduction d'emploi ne peut, non plus, être justifiée de façon claire et évidente par les besoins satisfaits, les emplois créés et, par dessus tout, par le prétendu "coût" de l'investissement.

En moins de deux ans, le GLEB a créé plusieurs milliers d'emplois pour un coût moyen légèrement supérieur à 40 000 F ; beaucoup moins que les



75 000 F par an pour un chômeur salarié marié avec deux enfants, ou que les 70 000 F par emploi créé dans le cadre du schéma du "marché libre" comme les zones de création d'entreprise.

Ressourcer la Gauche

Il ne sera pas possible de compter sur les sociétés privées pour mettre en œuvre ce type de stratégie. Mais il ne faut pas penser non plus que les sociétés nationalisées traditionnelles, bureaucratiques et hiérarchiques seraient mieux disposées.

Le mouvement travailliste devrait immédiatement mettre en place un système d'enquête qui, au travers des sections locales et des syndicats d'entreprise, permette l'expression des besoins par les premiers intéressés.

Ceci pourrait conduire au moins à une estimation grossière des ressources productives et du travail nécessaire. L'expérience menée par le GLC et le GLEB dans les docks et dans la zone qui a été industriellement détruite à l'ouest de Londres, confirme que les travailleurs ont d'immenses possibilités en matière d'idées créatives. La préparation de plans et de stratégies alternatives par les syndicalistes avec l'appui des collectivités locales travaillistes devrait constituer un des volets d'une stratégie de résistance aux suppressions d'emploi qui ont lieu ici et là.

Les conseils régionaux d'entreprise ont contribué à déplacer les frontières de la démocratie industrielle en impliquant la participation des travailleurs à la marche des entreprises dans lesquelles ils investissent pour sauver ou créer des emplois.

Bien sûr, une part encore très significative des activités futures restera liée à la rencontre des besoins du marché.

Une grande partie de la perte de crédibilité des idées socialistes vient de ce que les gens ont fait l'expérience du contenu élitiste et bureaucratique de la planification et de la propriété sociale. En développant une politique qui traite la crise en partant des besoins sociaux, la Gauche peut leur suggérer une alternative imaginative à la stérilité et à l'absence d'espoir du capitalisme moderne, pour commencer à entrevoir qu'ils ne sont pas des objets de l'histoire mais des sujets.